

Collomb recrute 1.100 surveillants de prison : tout faux !



Quand comprendront-ils, ces pantins qui nous gouvernent ?

Il est des jours où je désespère de prêcher dans le néant, où je me sens confronté à l'inutilité de poursuivre une tâche qui n'a aucun aboutissement, à constater que des solutions sont présentes, qu'elles peuvent résoudre certains problèmes et qu'elles ne sont même pas envisagées ni, apparemment, envisageables. (Voir mes articles depuis 2014)

Les attaques désormais presque quotidiennes commises contre des surveillants de centres pénitentiaires sont des actes de terrorisme. Elles sont programmées, organisées et ordonnées dans l'objectif de démontrer que les « djihadistes », les « prédicateurs », les « radicalisés » emprisonnés sont les maîtres des lieux et qu'ils y exercent leurs lois et imposent leurs ordres.

Ces criminels sont aidés de l'extérieur par des associations pro-islamistes, tels l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de France), les Frères Musulmans, le Parti des Indigènes de la République et d'autres encore.

Les surveillants sont désarmés contre eux. D'abord parce qu'ils ne sont pas armés, et c'est heureux, car s'ils l'étaient, leurs armes tomberaient très vite entre les mains des assassins emprisonnés et ce seraient des tueries.

Les surveillants sont donc livrés pieds et poings liés à la sauvagerie, à la bestialité de ces criminels. Ils ont peur et ils ont peur pour leurs familles, à l'extérieur, qui sont souvent menacées de représailles si le « chef » de famille n'exécute pas les ordres des terroristes.

Les agresseurs savent qu'ils ne risquent pas grand-chose, tout au plus quelques semaines d'isolement ou quelques années à tirer de plus, mais c'est le cadet de leurs soucis : ne sont-ils pas mieux traités dans les prisons françaises que s'ils étaient en liberté sur des territoires en guerre ou entre les mains de leurs ennemis.

Ils ne veulent pas sortir et être puni leur est totalement indifférent. Ils poursuivront les radicalisations qui, pour eux, sont un devoir, bien plus facile à accomplir dans les prisons, auprès des jeunes délinquants qu'on leur livre à domicile.

Il fut une époque pas très lointaine où, relégué au bagne, à Cayenne, un tel agresseur aurait été abattu sur place ou exécuté après un jugement interne et rapide. Il y a eu très peu d'agressions contre les surveillants des bagnes de Saint-Laurent du Maroni et des environs et pourtant il s'agissait de criminels de droit commun, de récidivistes, autrement plus dangereux puisqu'ils savaient qu'ils ne reverraient plus la France, ni leurs proches.

Je prends le risque de me répéter encore une fois : il n'y a pas d'autres solutions que d'éloigner tous ces prédicateurs, ces radicalisés, ces terroristes, ces djihadistes, de les regrouper dans des prisons ou des bagnes hors du territoire français où ils seront sous la surveillance de gardes armés et jugés sur place par des tribunaux d'exception sur comparution immédiate, que cela plaise ou non aux gauchistes ou autres ligues des droits de l'homme, qui se font entendre en France mais totalement muets dans des pays (la Turquie par exemple) où ils auraient quelques bonnes raisons de

hurler !

Tant que les pantins qui nous dirigent ne l'auront pas compris, il y aura de plus en plus d'agressions en France et de moins en moins de candidats pour risquer leur vie dans une profession devenue ingrate et dangereuse.

1.100 surveillants recrutés, cela ne changera rien à la situation existante et plus que préoccupante, mais encore faudra-t-il les trouver ces « courageux » volontaires !

Manuel Gomez